

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Victoire du Non

- International - Europe -

Date de mise en ligne : lundi 30 mai 2005

Démocratie & Socialisme

Ce 29 mai 2005, les Français ont dit « non ». D'aucuns tenteront de brouiller le sens du vote comme ils ont tenté d'occulter la mobilisation citoyenne et populaire inédite qui a permis la victoire du « non ». Certes, des « non » souverainistes ou nationalistes sont mêlés dans les urnes au « non » des pro-européens de gauche, tout comme le « oui » socialiste s'est mêlé au « oui » du patronat et de la droite. Néanmoins, la multitude des enquêtes d'opinion, tout au long de la campagne, ne laisse pas la place à la moindre ambiguïté quant au sens du résultat. Le « non » n'a pu l'emporter qu'en raison du vote majoritaire chez les électeurs de gauche en général et socialistes en particulier ; il a été d'abord porté par la mobilisation contre le traité constitutionnel des ouvriers, des employés, des salariés du secteur public, bref de tous ceux qui sont les plus exposés aux méfaits des politiques néolibérales menées dans ce pays et dans toute l'Europe au nom de l'idéologie du tout marché.

C'est donc, en tout premier lieu, le peuple de gauche qui a remporté cette victoire, à la suite d'une campagne et d'un débat public centré sur la promotion ou la critique des arguments de la gauche pro-européenne qui refuse la constitutionnalisation d'une Europe néolibérale. Mais c'est aussi, plus largement, **la victoire des démocrates** heurtés par la collusion du pouvoir et des médias pour baillonner ou marginaliser l'expression du « non » pro-européen, pour intimider et effrayer les citoyens portés vers le « non », pour installer l'idée intolérable qu'un seul choix était possible. C'est enfin la victoire de tous les pro-européens convaincus qu'on ne fait pas l'Union des peuples en les livrant à la guerre économique. **L'attente majoritaire du peuple français ne fait ainsi point de doute** : il exige l'élaboration d'une Constitution vraiment démocratique et la refondation de la construction européenne sur le projet d'une Europe politique au service de la coopération des peuples et du progrès social partagé.

En allant jusqu'au bout de leur conviction, les Français ont donné **une magistrale leçon de maturité et de démocratie** à tous ceux qui les croyaient trop bêtes pour mériter le respect, la parole et le pouvoir de décider. Ils ont démontré que le mépris ne paye pas, la menace ne paye pas, la censure ne paye pas. Ils se sont réappropriés la question européenne et ont exprimé avec force que, désormais, ils entendent choisir en connaissance de cause et ne se laisser influencer que par de vrais arguments, à l'issue d'un débat pleinement démocratique. Leur « non » rappelle une vérité simple : rien n'est plus fort qu'un peuple en marche et ceux qui prétendent le guider devraient aussi apprendre à le suivre.

C'est à rencontre de ce peuple français que, comme tant d'autres, nous sommes allés, durant **un tour de France qui nous a mené dans 20 régions**, et fait participer à près de quatre vingt dix réunions, tantôt en trio, tantôt séparément. Nous avons choisi de porter le « non » socialiste en trio, afin de manifester l'unité possible et nécessaire de tous les courants socialistes décidés à ancrer ce parti à gauche : Nouveau monde, Nouveau parti socialiste et Forces militantes. Partis pour informer et convaincre, nous avons aussi beaucoup appris au contact de milliers de militants de toute la gauche qui ont été les vrais artisans de la victoire. Nous avons côtoyé des dizaines de milliers de citoyens informés, texte à la main, résolus cette fois à rester maître de la décision. Nous avons découvert un peuple de citoyens qui a élevé le débat à son plus haut degré. Et, au terme de notre campagne, nous nous sentons grandis de nous être hissés à la hauteur de ce peuple-là.

Alors, ce dimanche soir c'est avec une légitime fierté que le peuple investit les places publiques pour une grande fête joyeuse. Et, vingt-quatre ans après la liesse qui l'envahissait déjà le 10 mai 1981, il fête en réalité la même bonne nouvelle qu'alors, la même nouvelle espérée aussi longtemps, désirée avec autant d'impatience : une autre politique est possible, un autre monde est possible, une autre Europe est possible !

Mais après la fête, **le 30 mai au matin, la France et la gauche ont rendez-vous avec l'histoire**. Le « non » français crée l'opportunité d'une vraie refondation démocratique de l'Europe. Il manifeste en effet au reste de

L'Union que les pro-européens ont le droit de dire « non » sans menacer pour autant la construction européenne. Quand ce « non » aura finalement entraîné la négociation d'un meilleur traité, tous les citoyens européens seront incités à imiter les Français : ils exigeront à leur tour le débat, le référendum et le pouvoir de dire « non » ; ils feront de l'Europe l'affaire des citoyens. Parce que la France est la première à dire « non » et pour les bonnes raisons c'est à elle de donner l'impulsion nécessaire à la reprise des négociations.

Nous devons donc exiger **que le Président de la République se soumette** à la voix du peuple qu'il a sollicité **ou alors qu'il se démette**. Le Président ne peut décevantement remettre la décision au peuple et ne pas respecter ensuite l'exigence de ce dernier : un nouveau traité. Mais nous savons qu'aucune indécence ne dérange Jacques Chirac. Par deux fois il a fait la sourde oreille à la sanction sans appel infligé par les électeurs aux politiques de casse sociale que son gouvernement conduit. Ne comptons donc pas sur lui pour être le porte-parole de préoccupations qu'il a lui-même reconnu de pas comprendre lors de sa première entreprise de communication à la télévision.

C'est donc sur la gauche que pèse la lourde responsabilité de transformer la victoire du « non » en victoire d'une alternative au néolibéralisme dans l'élaboration du prochain traité constitutionnel et dans l'écriture du prochain programme commun de la gauche. Et le premier pas vers cette victoire a un nom : unité ! Unité à tous les étages de la gauche.

Unité des socialistes sur une nouvelle ligne respectueuse de la volonté exprimée par le peuple. Le PS fut divisé sur le référendum. Mais cette division n'aura plus lieu d'être le 30 mai. Dès lors, qu'il s'agira de négocier un nouveau traité, tous les socialistes peuvent se rassembler puisqu'il partage un même projet européen dont ils ont arrêtés les lignes à l'unanimité dans leur programme pour les élections européennes. Le PS ne peut tout de même pas se retrouver après, comme avant le référendum, du côté de la droite et du patronat pour défendre son projet d'Europe sociale ! Non ! Le parti socialiste n'a désormais d'autre choix décent que de rejoindre son camp, celui de toute la gauche unie contre le projet européen néolibéral.

Mais, comme après le 21 avril, la tentation peut saisir certains de ne pas reconnaître leur défaite dans les urnes et de maintenir le parti sur une ligne inchangée. C'est pour éviter la répétition de cette funeste erreur qu'il faut aussi et d'abord réaliser **l'unité des courants minoritaires au sein du PS**, puis l'unité de tous les socialistes qui ont pris position pour le « non ». Unis, ils dicteront la ligne du parti. Divisés, ils livreront le parti au grand marchandage des factions. Nous ne pouvons pas décevantement dilapider ainsi la grande victoire du peuple de gauche. Nous ne pouvons pas lui voler, lui gâcher sa victoire, et le désespérer en manifestant plus d'intérêt pour le partage des postes que pour la réussite d'une autre politique.

L'unité est tellement la clef de voute de notre succès dans le combat à venir, que, même rassemblés, les socialistes ne sont rien sans **l'unité de toute la gauche**. La victoire du « non » en fait l'éclatante démonstration : la victoire de la gauche n'est possible que sur une ligne capable de rassembler et de mobiliser des militants de tous les mouvements de gauche. Durant cette campagne, il s'est noué entre tous les militants du « non » quelque chose d'essentiel que nous ne devons plus dénouer. Dans les jours qui viennent, asseyons nous tous autour d'une table pour envisager ensemble la suite. C'est le signe d'espoir qu'attendent des millions de Français. Ces derniers vont encore souffrir encore trop longtemps des politiques de casse sociale. Alors, un signe d'espoir dans une alternative prochaine, c'est quand même le minimum que nous leur devons.